



Première session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Vienne, 30.04.2012

Point 4 de l'ordre du jour

Débat général

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est un outil essentiel à la sécurité internationale. Depuis son entrée en vigueur il y a plus de quarante ans, il a largement accompli ce que l'on attendait de lui en termes de non-prolifération. En effet, la prolifération à grande échelle d'armes nucléaires tant crainte ne s'est pas réalisée. Toutefois, les défis restent nombreux, car de multiples engagements n'ont pas été tenus et les progrès dans les différents piliers restent inégaux.

Monsieur le Président,

Si le plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen de 2010 est modeste dans les dispositions qu'il contient, il établit néanmoins une liste de buts concrets et de pistes à suivre afin de renforcer la mise en œuvre du TNP. Avec les documents finaux de 1995 et de 2000, les 64 « mesures » du plan d'action et les « mesures concrètes » relatives au Moyen-Orient adoptées en 2010 constituent désormais le nouvel acquis du TNP.

Il sera donc essentiel de conserver – voire de renforcer – l'élan créé par l'adoption du plan d'action. Ce plan d'action ne doit pas constituer une fin en soi, mais un outil jalonnant le chemin vers la mise en œuvre totale des engagements pris dans le TNP. En tant que tel, il offre une opportunité de voir la crédibilité du TNP renforcée. Par ailleurs, le document final adopté en 2010 a introduit de nouvelles pistes à explorer telle que la dimension humanitaire du désarmement nucléaire, qui sera pour la

Suisse un aspect prioritaire pour les années à venir. L'état d'esprit constructif qui a régné en 2010 nous conforte dans l'espoir que des résultats plus ambitieux pourront être atteints à l'avenir.

Si l'adoption du plan d'action de 2010 est donc à saluer, assurer sa pleine mise en œuvre est tout aussi crucial. Au seuil d'un nouveau cycle d'examen, il est opportun de tirer un premier bilan des développements en ce sens. Cela nous permettra d'identifier les domaines dans lesquels il sera nécessaire de déployer plus d'efforts. A cet effet, la Suisse a soutenu une étude visant à évaluer la mise en œuvre du plan d'action dont les résultats seront présentés le 2 mai prochain en marge de cette session du Comité préparatoire.

Monsieur le Président,

La réalisation de progrès dans tous les volets du TNP est nécessaire. Ma délégation reviendra de façon plus approfondie sur l'état de réalisation des différentes mesures du plan d'action dans le cadre des déclarations thématiques. A ce stade toutefois, nous souhaiterions souligner trois défis majeurs dans la réalisation des dispositions du TNP.

- Premièrement, nous aimerions rappeler que l'obligation du désarmement nucléaire a été un élément essentiel du compromis qui a permis l'adoption du TNP. Or, le désarmement nucléaire reste de toute évidence le parent pauvre des trois piliers du Traité. En effet, deux décennies après la fin de la Guerre Froide, la dissuasion nucléaire demeure fortement ancrée dans les doctrines sécuritaires des Etats dotés de l'arme nucléaire. Par ailleurs, des milliers d'armes nucléaires restent prêtes à être engagées en quelques minutes et tous les Etats dotés de l'arme nucléaire poursuivent des programmes de modernisation de leurs arsenaux nucléaires.

Les Etats dotés de l'arme nucléaire doivent intensifier d'une manière significative leurs efforts pour réaliser l'objectif de désarmement fixé par le Traité. Cela est essentiel pour assurer la pérennité du TNP. La poursuite des blocages affectant la machinerie onusienne du désarmement complique davantage la réalisation d'avancées dans le domaine du désarmement multilatéral et donc l'atteinte de cet objectif. Pour cette raison, nous appelons tous les Etats à s'investir pleinement dans les efforts visant à surmonter ces blocages.

- Deuxièmement, les quelques dossiers de prolifération nucléaire à l'agenda de nos rencontres depuis plusieurs années ne semblent toujours pas offrir de solides perspectives de solution. La Suisse regrette cette situation et appelle les Etats concernés à respecter pleinement leurs obligations en la matière. De notre point de vue, un lien existe entre les progrès réalisés dans le domaine du désarmement nucléaire et celui de la non-prolifération. En effet, des avancées plus marquées dans le domaine du désarmement pourraient contribuer à engendrer un climat plus propice à une plus large acceptabilité d'instruments plus contraignants en termes de garanties.
- Mon troisième et dernier point concerne l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Dans ce domaine, nous avons vécu depuis 2010 un événement majeur sous la forme de l'accident

nucléaire de Fukushima. Il nous semble désormais impératif que les aspects de sûreté nucléaire soient davantage pris en compte dans le futur.

La Suisse encourage donc fortement les Etats-parties à mettre en œuvre au plus vite et de façon complète le plan d'action sur la sûreté nucléaire adopté par l'AIEA en septembre 2011. La Suisse est toutefois convaincue que, à terme, des engagements revêtant un caractère plus contraignant devront être adoptés en matière de sûreté nucléaire.

Je vous remercie de votre attention.

* * * * *

(Unofficial translation)

Mr Chairman,

The Nuclear Non-Proliferation Treaty is an essential tool for international security. Since its entry into force more than 40 years ago, it has largely achieved what was expected of it in terms of non-proliferation. The much feared large-scale proliferation of nuclear arms has not come to pass. There are still many challenges, however, as numerous commitments have not been met, and progress has remained uneven across the treaty's different pillars.

Mr Chairman,

Although the Action Plan adopted at the 2010 Review Conference might be considered modest with respect to the measures that it contains, it nevertheless sets out a list of concrete goals and establishes a roadmap to reinforce implementation of the NPT. Along with the Final Documents of 1995 and 2000, the 64 actions and the practical steps for the Middle East adopted in 2010 represent the NPT's latest acquis.

It will therefore be essential to maintain – or even reinforce – the momentum that has been created by the adoption of the Action Plan. This Action Plan should not be viewed as an end in itself, but rather as a means of achieving full implementation of NPT commitments. As such, the Action Plan offers the possibility of consolidating the NPT's credibility. In addition, the Final Document adopted in 2010 introduced new paths to explore, including the humanitarian dimension of nuclear disarmament which will be a priority for Switzerland in the years to come. The constructive spirit that prevailed in 2010 gives us comfort in the hope that more ambitious results can be achieved in the future.

While adoption of the 2010 Action Plan is to be welcomed, ensuring its full implementation is just as crucial. As we enter this new review cycle, we should take initial stock of developments in this regard. This will allow us to identify areas where more effort needs to be applied. To this end, Switzerland has supported a study to monitor the implementation of the Action Plan, the results of which will be presented at a side-event on 2 May.

Mr Chairman,

Progress needs to be made on all aspects of the NPT. My delegation will return in greater depth to the level of implementation of the various actions in the Action Plan during the thematic discussions. At this stage, we see three major challenges in carrying out the provisions contained in the NPT.

- First, we wish to recall that the nuclear disarmament obligation was an essential element of the compromise that allowed for the adoption of the NPT. However, all the evidence suggests that nuclear disarmament remains the poor relation out of the three pillars of the Treaty. Two decades after the end of the Cold War, nuclear deterrence is still very firmly established in the security doctrines of nuclear-weapon states. What is more, thousands of nuclear weapons remain ready for engagement in only a few minutes, and all of the nuclear-weapon states are pursuing programmes to modernise their nuclear arsenals.

The nuclear weapon states must significantly intensify their efforts to realize the disarmament goal as set forth in the Treaty. This is essential to ensure its long-term viability. The continuing deadlock affecting the UN's disarmament machinery complicates further progress in multilateral disarmament and thus the achievement of this goal. For that reason, we call on all States to invest fully in the efforts that are being made to overcome these obstacles.

- Secondly, the various cases of nuclear proliferation that have been on the agendas of our meetings for several years still do not seem to offer solid prospects for a solution. Switzerland regrets this state of affairs, and calls on the States concerned to fully respect their obligations in this regard. From our point of view, there is a link between progress on nuclear disarmament and progress on non-proliferation. More significant progress on disarmament might help to create a more favourable climate for broader acceptance of more binding safeguards.
- My third and final point concerns the peaceful use of nuclear energy. Since 2010, we have witnessed a major event: the nuclear accident at Fukushima. We feel that it is imperative that greater attention be given to issues of nuclear safety in the future.

Switzerland therefore strongly encourages the States Parties to quickly and fully implement the Action Plan on Nuclear Safety adopted by the IAEA in September 2011. Switzerland is nonetheless convinced that, eventually, more binding commitments will have to be made in the area of nuclear safety.

Thank you for your attention.